

Note de lecture/Review Essay

Désindustrialisation et restructuration économique. Montréal et les autres grandes métropoles nord-américaines, 1971-1991. Pierre Lamonde et Yvon Martineau. Montréal, INRS-Urbanisation, 1992.

Pierre Lamonde et Yvon Martineau présentent un examen de l'évolution de plusieurs indicateurs du marché du travail, dont l'emploi par secteur de l'économie de Montréal, et partant de cette description et d'une comparaison avec quelques grandes métropoles américaines, ils formulent des orientations stratégiques pour renforcer l'économie de la région de Montréal. Étant donné le rôle des services aux entreprises, ils livrent également des résultats d'enquête sur l'exportation de services montréalais aux entreprises dans les régions québécoises.

Toute personne désireuse de mieux comprendre les défis auxquels fait face l'économie montréalaise (étudiée comme il se doit du point de vue régional) tirera profit de la lecture de ce rapport de recherche. Les auteurs connaissent très bien les écrits sur le sujet et sèment tout au long du texte des réflexions qui permettent au lecteur attentif d'être lui aussi à jour. Ils concluent que l'avenir économique des métropoles nord-américaines repose sur la modernisation de leur secteur manufacturier et sur la tertiarisation de haut de gamme axée sur l'innovation : innovation dans l'éventail de services et dans la façon de servir les clients intérieurs et extérieurs. Ils signalent que l'atteinte du premier objectif est essentielle à la poursuite du second et soulignent l'importance de ces enjeux pour la région de Montréal et pour l'ensemble du Québec.

La désindustrialisation d'une métropole est définie comme la diminution à long terme de la valeur ajoutée de son secteur manufacturier. La disponibilité des données a incité les auteurs à examiner l'évolution du niveau et des parts de l'emploi par secteur pour vérifier cette thèse. L'évolution différenciée de la productivité par secteur et l'effet «labour saving» des nouvelles technologies rendent cet indicateur forcément moins précis, comme on nous le signale d'ailleurs.

Des chercheurs européens utilisent une méthode d'analyse que je tente présentement d'appliquer au niveau de l'Amérique du Nord : il s'agit de décrire la trajectoire de chaque région dans un espace tridimensionnel où la croissance de la productivité est couplée avec la croissance relative de l'emploi et du produit intérieur brut, cette dernière variable n'étant rien d'autre que la différence entre la croissance de la productivi-

té et celle de l'emploi. L'instrument est intéressant car il permet de déterminer, par exemple, jusqu'à quel point la croissance de la productivité provient des pertes d'emploi qui accompagnent la rationalisation, de la fermeture des entreprises les moins efficaces, d'une réelle augmentation d'efficacité accompagnant la croissance... On peut catégoriser les régions, en partant de celles où la croissance de la productivité est accompagnée d'une croissance de l'emploi et de l'output, et en passant par celles où la diminution de l'emploi ne fait pas augmenter la productivité au niveau de la moyenne des régions, leur situation étant très différente de celle des régions où l'on observe une diminution de l'emploi et une augmentation relative de la productivité. Cet instrument permet une discussion enrichie du thème de la désindustrialisation.

Lamonde et Martineau concluent de leur examen de l'évolution de l'emploi manufacturier qu'il n'est pas évident que la région de Montréal soit entrée dans une ère de désindustrialisation comme celle qu'ont subie de nombreuses grandes métropoles américaines entre 1970 et 1985. La baisse d'environ 0,3 % observée entre 1981 et 1990 (les auteurs veulent éviter les effets surtout conjoncturels qui font que l'emploi manufacturier est passé de 262 000 en 1990 à 255 000 en moyenne pour les deux premiers trimestres de 1992) n'est pas assez forte pour impliquer une décroissance de la valeur ajoutée réelle du secteur.

Il s'avère que la région de Montréal maintient sa part des emplois manufacturiers du Canada (quelque 14 %), mais que sa position s'est légèrement détériorée par rapport au reste du Québec.

Les données rapportées permettent une comparaison de l'évolution du marché du travail dans les neuf grandes métropoles canadiennes entre 1981 et 1991. Montréal a connu l'augmentation de la main-d'œuvre totale la plus basse et, exception faite d'Edmonton, l'augmentation de la main-d'œuvre employée la plus faible. Par contre, si l'on excepte Québec et Ottawa-Hull (qui sont des capitales), l'augmentation du taux de chômage a été moindre dans la région de Montréal que dans les autres métropoles durant cette période.

La région de Montréal a en somme une performance meilleure que beaucoup de régions américaines, mais il aurait été plus intéressant d'estimer, pour un grand nombre de villes-régions, une équation «expliquant» l'emploi manufacturier par une variable conjoncturelle, une variable de tendance, une variable de productivité... On surestime ici l'importance de la production de biens, car il est connu que l'emploi «manufacturier» comprend une bonne part d'emplois de services. De plus, le fait que l'on soit passé de 30,6 % de l'emploi régional total en 1971 à 20,7 % en 1990, à 18,8 % en 1991, puis à 18,6 % et à 18,7 % au premier et au deuxième trimestres de 1992 confirme une tendance lourde à la diminution de l'emploi manufacturier et incite à examiner l'évolution de la productivité dans ce secteur afin de déterminer si nous

sommes en fait bien engagés dans le redéploiement vers le secondaire de haute technologie et de haute valeur ajoutée si essentiel au développement de la région. L'intégration économique nord-américaine, accélérée par le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, implique la recomposition spatiale de l'activité économique sur le continent et rend de plus en plus essentielles les études comparatives interrégionales et interurbaines, d'où l'intérêt de cet aspect du travail de Lamonde et Martineau.

La suggestion de resserrer les liens entre les fournisseurs de services aux entreprises de Montréal et les régions du Québec est opportune dans ce contexte. La viabilité politique du Québec passe par un resserrement des liens entre ses régions. Cela implique que les entreprises et institutions de la région de Montréal et de toutes les régions du Québec identifient leur espace économique, lequel, pour un nombre grandissant de produits et services, ne coïncide plus avec l'espace politique du Québec. La mutation vers le secondaire de haute valeur ajoutée et de haute technologie implique l'offre de produits et services qui voyagent de plus en plus loin. Il importe donc d'examiner les questions de complémentarité et de concurrence entre métropoles nord-américaines pour l'ensemble du continent sans exclure celles du Sun Belt comme on l'a fait dans ce rapport. Il faut en effet comprendre plus à fond le processus de concurrence interrégionale-internationale et le processus de redéploiement des activités, en Amérique du Nord et sur le plan mondial.

La critique du travail d'analyse effectué dans le cadre de la préparation du Plan stratégique du Grand Montréal reçoit mon appui entier, car il y a déjà longtemps que je propose des travaux qui permettraient d'asseoir une vraie stratégie de développement économique pour la région, des travaux qui iraient au-delà du mandat confié aux auteurs.

La prise en considération de facteurs nationaux dans l'examen du fonctionnement des marchés du travail régionaux, analyse effectuée par Lamonde et Martineau, s'impose en Amérique du Nord, comme l'indiquent les recherches de nos collègues européens sur les disparités régionales et les stratégies de développement urbain et régional. Il faudrait étudier certaines caractéristiques des villes et régions selon qu'elles sont capitales politiques ou non, lieux de production de biens et de services ou non, selon leur rang (on nous rappelle ici à juste titre la classification de Noyelle et Stanback, 1983), selon qu'elles appartiennent ou non à l'ensemble manufacturier du nord-est américain (lequel serait en déclin structurel selon Krugman, 1991), selon leur activité d'innovation (Suarez-Villa, 1991, souligne la relation entre développement régional et inversion dans l'activité d'innovation aux dépens du nord-ouest et du mid-ouest américain), selon la présence du secteur militaire (Lamonde et Martineau le signalent pour San Antonio), selon leur histoire de développement, etc.

Les auteurs sont convaincants lorsqu'ils éliminent comme étant non comparables neuf des dix-sept métropoles américaines retenues pour fins de comparaison par le Comité sur le Grand Montréal. Ils éliminent ensuite Détroit dont la réduction du taux de chômage a été obtenue au prix d'une émigration importante de sa main-d'œuvre (nos économistes les plus néo-classiques prônent l'émigration pour régler les problèmes de chômage de la région et du Québec), puis Cleveland, elle aussi marquée par une forte émigration de sa main-d'œuvre, et Pittsburgh, dont la population totale a diminué de 1980 à 1988. L'exclusion de Boston nous paraît plus discutable, mais pour parler convenablement de cette question il faudrait élargir le modèle d'analyse pour tenir compte de l'évolution du Massachusetts dans son ensemble et des nombreuses variables pertinentes à l'examen de l'évolution régionale aux États-Unis, comme le démontre par exemple l'étude de Blanchard et Katz (1992). L'analyse comparative de Montréal et d'Atlanta, Baltimore, Miami et Philadelphie, retenues en fin de compte comme métropoles comparables à Montréal, mène à la conclusion qu'il faut opter pour un renforcement de la création d'emplois et pour des mesures visant la structure économique de la région afin d'en améliorer la performance. La conclusion à l'effet que nous ne pouvons compter que sur le dynamisme des services aux entreprises pour contrer la désindustrialisation, stratégie américaine, me paraît tout à fait acceptable.

On trouve dans le rapport des éléments essentiels à un diagnostic approprié sur le développement économique de Montréal : le fait qu'elle ne soit pas une capitale politique, le rôle négatif de la politique monétaire canadienne, du Pacte de l'auto, de la canalisation du Saint-Laurent, de la ligne Borden, etc. Mais nombre d'éléments ne sont pas mentionnés, notamment l'absence de synergies locales-régionales, l'absence de structures administratives locales-régionales, les politiques de développement régional du gouvernement du Québec, le rôle de la langue et de la situation politique du Québec, l'absence de concertation et de consensus quant aux orientations du développement économique, social, culturel et linguistique du Québec (le Gouvernement fédéral tente de plus en plus de mettre en place un modèle appuyé sur la mobilité alors que les citoyens du Québec, très peu mobiles, ont besoin d'un modèle de développement économique différent axé sur les forces des régions, le maintien d'une masse critique, l'activité résiliale extérieure...), la réorientation de nos flux de commerce de l'axe est-ouest encouragé artificiellement par le gouvernement fédéral vers l'axe nord-sud, qui se manifeste lentement mais sûrement, etc.

Lamonde et Martineau prônent la diversification proactive, la polyvalence, la souplesse et des orientations de restructuration impliquant :

1) la modernisation du secteur manufacturier (ils insistent sur le redéploiement des entreprises de milieu de gamme par le recours aux

nouvelles technologies, approche préférable à une autre qui viserait à promouvoir la production de haute technologie; cette dernière activité doit cependant être encouragée dans un nombre restreint de créneaux);

2) le développement permanent de marchés tertiaires à l'intérieur de l'économie nationale;

3) le développement de marchés internationaux pour un large éventail de produits manufacturiers et de services (notons que les effets multiplicateurs de l'exportation de services sont supérieurs à ceux de l'exportation de biens et de l'expédition interprovinciale de biens);

4) le développement du tourisme international et de grands congrès;

5) le développement du tertiaire public et parapublic à fonction centrale, c'est-à-dire exportateur;

6) le développement d'un complexe éducatif et scientifique dans le centre-ville;

7) un programme intensif et radical de réforme de l'éducation des jeunes et de formation de la main-d'œuvre.

Voilà de la matière à creuser ! Et j'ajouterai qu'il nous faut de plus nous soucier d'activités résiliales visant l'accès à la RD et aux marchés, de la déconcentration et surtout de la décentralisation de nombreux programmes fédéraux et provinciaux au niveau régional à la lumière du principe de la subsidiarité, de l'application des technologies de l'innovation, du développement de notre production culturelle, du soutien de l'innovation, de l'entrepreneurship et des exportations. Il faut rendre hommage à Lamonde et Martineau, car malgré leur mandat et leurs ressources financières limitées, ils ont contribué de façon importante à un domaine à peine exploré en Amérique du Nord. Espérons que ce rapport sensibilisera nos dirigeants à l'importance de travaux du genre pour l'avenir.

Bibliographie

- Blanchard, O. J., et L. F. Katz. 1992. «Regional Evolutions», *Brookings Papers on Economic Activity*, 1 : 1-75.
- Krugman, P. 1991. *Geography and Trade*. MIT Press, 142 p.
- Noyelle, T. J., et T. M. Stanback. 1983. *The Economic Transformation of American Cities*. Totowa, N. J., Rowman et Allanheld.
- Suarez-Villa. 1991. *Technological Change and Regional Development*. Bruxelles, polycopié.

Pierre-Paul Proulx
Département de sciences économiques
Université de Montréal